



**Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

S/21710  
5 septembre 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATEE DU 5 SEPTEMBRE 1990, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL  
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE SRI LANKA AUPRES DE  
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 24 août 1990 (S/21627) transmettant le texte d'une lettre adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par S. E. le Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka.

Répondant à la demande du Secrétaire général, S. E. le Ministre a notamment déclaré que le Gouvernement sri-lankais avait pris acte de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, qui avait force obligatoire, qu'il était conscient des obligations qui lui incombait en vertu de la Charte, et qu'il prendrait toutes les mesures possibles pour se conformer aux dispositions de ladite résolution.

Il a en outre déclaré que l'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité entraînait pour Sri Lanka, entre autres choses, des difficultés économiques exceptionnelles et que, conformément à l'Article 50 de la Charte des Nations Unies, le Gouvernement sri-lankais consulterait en temps opportun le Conseil de sécurité au sujet des problèmes humains et économiques particuliers découlant de l'application de cette résolution.

A cet égard, veuillez trouver ci-joint le texte d'un mémorandum exposant les problèmes économiques et autres découlant des sanctions imposées par la résolution 661 (1990).

Le Gouvernement sri-lankais prie le Conseil de sécurité d'examiner ce mémorandum à titre prioritaire en vue d'apporter à son pays les secours voulus.

Le Représentant permanent

(Signé) Daya PERERA

ANNEXE

Mémoire sur les conséquences défavorables, économiques et autres, de  
l'imposition de sanctions en application de la résolution 661 (1990) du  
Conseil de sécurité

1. Le présent mémoire expose les pertes économiques et financières et les autres répercussions défavorables que subit Sri Lanka du fait de l'imposition de sanctions au titre de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité.
2. L'économie sri-lankaise est une économie ouverte; elle dépend dans une large mesure des importations et des exportations, et souffre actuellement de diverses difficultés causées par des facteurs aussi bien internes qu'externes. L'imposition de sanctions au titre de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité ne pourra qu'aggraver cette situation et conduire non seulement à de graves difficultés économiques mais aussi à une instabilité politique et sociale.
3. Sri Lanka s'efforce actuellement de lutter contre le terrorisme et affecte à cette lutte une partie importante de ses ressources. A Sri Lanka, le terrorisme menace un mode de vie et un régime politique démocratiques profondément enracinés, et met en péril l'intégrité territoriale du pays. Toute nouvelle ponction dans les ressources de Sri Lanka ne pourrait qu'affaiblir sa capacité de lutter contre le terrorisme, de préserver la démocratie et de sauvegarder l'intégrité territoriale du pays. De plus, d'autres secteurs prioritaires seront privés de ressources indispensables tout aussi importantes pour la satisfaction des besoins essentiels de la population.
4. Les effets défavorables résultant de l'observation des sanctions se font sentir tout particulièrement dans les domaines suivants :

a) Exportations de thé

Le thé est la deuxième source de devises et représentait 15 % des recettes de la balance des opérations courantes en 1989. Le Moyen-Orient absorbe environ 55 % des exportations de thé sri-lankaises. L'Iraq et le Koweït représentent environ 12,5 % des exportations totales. Du fait de la baisse de la demande de ces deux pays, les cours du thé ont commencé à baisser au mois de septembre et pourraient baisser encore plus si la demande continuait à faiblir sur le marché moyen-oriental. Au second semestre de 1989, la valeur des exportations de thé vers l'Iraq et le Koweït atteignait 25,6 millions de dollars (924 millions de roupies sri-lankaises) et 5,7 millions de dollars (206 millions de roupies) respectivement. La baisse des cours du thé n'affectera pas seulement les exportations vers l'Iraq et le Koweït mais également l'ensemble du commerce du thé, entraînant une réduction considérable des recettes tirées de l'exportation de thé. Celles-ci devraient baisser de 17 millions de DTS (environ 940 millions de roupies) en 1990.

b) Autres exportations et importations

La valeur totale des exportations vers l'Iraq en 1989 était de 39 millions de dollars (1 406,8 millions de roupies). Vers le Koweït, les exportations, la même année, atteignaient 9,8 millions de dollars (352,9 millions de roupies). En 1989,

les importations en provenance de l'Iraq atteignaient 9,9 millions de dollars (soit 356,5 millions de roupies) et celles en provenance du Koweït 5,5 millions de dollars (199,4 millions de roupies). La perte des marchés d'exportation réduira encore les recettes de devises. Dans le cas des importations, les marchandises risquent de coûter plus cher, aggravant encore le déséquilibre de la balance des paiements.

c) Envois de fonds par les travailleurs sri-lankais employés au Moyen-Orient

Les envois de fonds par les travailleurs sri-lankais employés au Moyen-Orient représentent la troisième source de devises étrangères. Comme dans le cas du thé, ces recettes représentaient également 15 % environ des recettes courantes en 1989. Sur des transferts privés se montant au total à 279 millions de DTS (12 830 millions de roupies) en 1989, 60 %, soit 168 millions de DTS (ou 7 700 millions de roupies) représentaient les envois de fonds des travailleurs sri-lankais au Moyen-Orient. On estime que plus de 100 000 ressortissants sri-lankais étaient employés au Koweït et assuraient 45 % du montant total des transferts de fonds des travailleurs employés au Moyen-Orient. Il y a également de nombreux travailleurs sri-lankais en Iraq, et leurs envois de fonds représentaient une part importante de l'ensemble des transferts privés.

d) Prix du pétrole brut

L'augmentation prévue du coût des importations de pétrole brut par rapport aux estimations antérieures à la crise du Golfe représente, en dépit d'une réduction de 9 % en volume, un montant de 27 millions de DTS (soit 1 450 millions de roupies) pour 1990. Le cours moyen du pétrole brut qui sera importé par Sri Lanka pour le reste de l'année est estimé à 25 dollars le baril, soit environ 50 % de plus que les cours du premier semestre. Cette augmentation s'explique essentiellement par la pénurie causée par le retrait du marché du pétrole iraquien et koweïtien. La facture pétrolière est estimée à 233 millions de DTS (12 661 millions de roupies) en 1990, soit, par rapport à l'année précédente, une augmentation de 50 millions de DTS.

e) Balance des paiements

Les projections faites à partir de l'état global de la balance des paiements de Sri Lanka en juin de cette année faisaient apparaître un excédent global de 30 millions de DTS en 1990. Mais la crise du Golfe amène à réviser ces projections et à augurer un déficit de 24 millions de DTS qui grèvera lourdement les avoirs extérieurs de Sri Lanka en fin d'année. Les réserves officielles brutes, qui devaient atteindre 282 millions de DTS à la fin de 1990, ne seraient plus que de 235 millions de DTS à la fin de l'année.

f) Inflation et croissance économique

Le taux d'inflation annuel, de 18,7 %, est déjà fort élevé. L'effet de l'escalade des cours du brut sur les prix des marchandises importées par Sri Lanka exercera de nouvelles pressions inflationnistes et alourdira les coûts de la

production industrielle. Dans ce contexte inflationniste, les politiques monétaires devront rester très restrictives et cela ne pourra que ralentir la croissance économique.

g) Situation socio-économique

Etant donné le retour massif des travailleurs sri-lankais employés au Moyen-Orient, le taux de chômage déjà élevé, qui est estimé à 18 % environ, risque de monter encore. Cela ne manquera pas de se traduire par une nouvelle réduction de la qualité de la vie des groupes à faible revenu en raison de la réduction considérable des envois de fonds des travailleurs aux membres de leur famille. Cela pourrait également avoir une incidence sociale défavorable en raison des problèmes d'adaptation auxquels se trouveront exposés les travailleurs rentrant du Moyen-Orient, habitués à un style de vie très différent et à des revenus beaucoup plus élevés.

h) Situation économique globale

Sri Lanka met actuellement en oeuvre un programme de restructuration économique, avec le concours du FMI, de la Banque mondiale et d'autres donateurs multilatéraux et bilatéraux. L'escalade récente des activités terroristes met déjà à mal le programme de restructuration. L'application de la résolution 661 (1990) rendra plus difficile encore l'exécution de ces programmes. Le programme de restructuration reposait sur des prévisions optimistes des recettes tirées des exportations de thé et des envois de fonds des travailleurs expatriés ainsi que sur la poursuite de tendances normales des cours des combustibles. La contraction imprévue des recettes de devises, se doublant d'une augmentation du prix des importations, aura de graves conséquences défavorables sur la balance des paiements et sur la stabilité économique du pays, entravant ainsi notablement le déroulement du programme.

4. L'effet cumulé de l'observation de la résolution du Conseil de sécurité n'est pas facilement quantifiable. Les conséquences invisibles et indirectes et les effets tardifs sont également de nature à accroître l'effet global des sanctions sur la société sri-lankaise dans son ensemble.

5. En outre, l'incidence des sanctions sur une économie comme celle de Sri Lanka, déjà exposée à de graves difficultés, sera beaucoup plus dommageable que dans le cas d'une économie plus vigoureuse et plus vaste, capable d'absorber des pertes résultant de l'application des sanctions.

6. Cependant, on estime que dans l'immédiat, les pertes de recettes, du fait de l'application de la résolution du Conseil de sécurité, se situeraient autour de 100 millions de dollars (4 000 millions de roupies).

-----